



La CGT 66 et la FSU 66 au côté des lycéennes et lycéens

Depuis quelques jours, des lycéennes et des lycéens de notre département, **comme ailleurs en France**, se mobilisent pour dénoncer les conditions dans lesquelles elles et ils étudient : manque de personnels, bâti vétuste, nombre trop important d'élèves par classe, emplois du temps intenable, poursuite d'études entravée... Dans le département les canicules ont montré l'inadaptation du bâti scolaire qui a rendu les conditions d'étude très difficile et pointé l'absence de réponse des services de l'état. **Le département est sous doté en moyens humains alors qu'il fait partie des plus pauvres de France.** Leurs revendications sont légitimes. La CGT 66 et la FSU 66 les soutiennent et ~~nous~~ **rappellent** que la situation actuelle est le résultat des politiques gouvernementales et de la surdité aux alertes répétées des personnels et syndicats lycéens depuis plusieurs mois, plusieurs années.

Les violences doivent cesser !

Alors que le ministère de l'Education Nationale devrait proposer des locaux et les moyens nécessaires pour que les lycéennes et lycéens puissent se réunir, disposer réellement de la liberté d'expression, de réunion et de manifestation, le gouvernement laisse la main au Ministère de l'intérieur pour gérer la crise. Parce que les élèves réclament plus d'égalité et la justice sociale, parce qu'elles et ils dénoncent les conséquences des choix politiques macronistes, **le gouvernement fait le choix de répondre par la force et la répression policière. C'est inacceptable ! La répression policière doit cesser.**

Nos organisations condamnent fermement cette réponse qui confirme que ce gouvernement est aux abois, ne sachant répondre que par la violence à la colère sociale, y compris de la jeunesse. La réponse disproportionnée des forces de l'ordre abîme encore davantage la confiance de la jeunesse envers les institutions. C'est donc aussi la confiance dans la démocratie qui est abîmée. Ce gouvernement et le Président de la République en sont comptables. Malgré notre demande d'audience en urgence, le Préfet refuse de nous recevoir.

La CGT 66 et la FSU 66 apportent aussi leur soutien aux élèves et aux personnels maltraités ou blessés ces derniers jours. Toutes les violences, d'où qu'elles viennent, doivent cesser. Il y a urgence à permettre l'expression et la mobilisation lycéenne sans entrave et dans un cadre démocratique et pacifié.

En respectant l'indépendance du mouvement lycéen, nos organisations appellent à se tenir aux côtés des lycéennes et des lycéens pour garantir, pacifiquement, l'effectivité de l'exercice de leurs droits élémentaires : droit à manifester, droit de se réunir (mise à disposition de salle), droit d'expression (impression de tract ...), et pour préserver un contexte serein pour ces mobilisations, préservé d'éléments extérieurs venus pour des actions violentes. Nous ne transigerons pas sur le respect des droits des élèves et sur l'effectivité de la démocratie lycéenne.

Mais pour que la démocratie soit effective, le gouvernement doit aussi répondre aux revendications par des réponses de portée nationale, tant au niveau budgétaire que des politiques éducatives. Si le budget ne présente aucune réponse à la colère qui s'exprime, notamment en terme de moyens et d'investissement dans l'Ecole publique, le gouvernement portera une très lourde responsabilité dans l'aggravation de la situation.

Des préavis de grève ont été déposées par la CGT Educ'action, le SNES, le SNUEP-FSU et le SNEP-FSU pour soutenir les revendications des jeunes mobilisé-es, les protéger et se tenir à leurs côtés là où cela est nécessaire.